


MAÎTRE D'OUVRAGE ST MONTPELLIER EPA LA MASSE DES DOUANES 18 Rue Paul Brousse 34000 MONTPELLIER	MAÎTRE D'ŒUVRE D'EXECUTION B2F INGENIEURIE 21 Rue de l'Olivette 34500 BÉZIERS 
---	---

OPÉRATION

CITE DE NARBONNE (11)
PI 2019 – OPERATION 2019-R21-01

SECURISATION DE LA CITE

MAITRE D'OUVRAGE	ST MONTPELLIER EPA LA MASSE DES DOUANES	18 Rue Paul Brousse 34000 MONTPELLIER	Tél: 09.70.27.69.21 E-mail: anne.lacoulonche@douane.finances.gouv.fr E-mail : muriel.yeppez@douane.finances.gouv.fr
ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE		43 Avenue Jean Jaurès 33530 BASSENS	Tél: 05.57.77.10.26 E-mail: conceptmanagement@orange.fr
MAITRE D'ŒUVRE D'EXECUTION		21 rue de l'Olivette 34500 BÉZIERS	Tél: 04.67.30.43.82 E-mail: s.pauls@b2fing.fr
BUREAU DE CONTRÔLE			
SPS	FERRANDO MATEILLE	29 Avenue du Champ de Mars ZI de Plaisance 11100 NARBONNE	Tél : 04.68.32.47.82 E-mail: ferrandomateille@cspslr.fr

Cahier des Clauses Techniques Particulières

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

DATE	INDICE	MODIFICATIONS
12/2019	0	
03/2020	1	Mise à jour
03/2020	2	Mise à jour



SOMMAIRE

LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	3
1. OBJET DU MARCHE.....	3
2. CONNAISSANCE DES LIEUX	3
3. DIRECTION DU CHANTIER	4
4. PRESCRIPTIONS GENERALES	4
5. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION.....	4
5.1. FRAIS DE GESTION DU CHANTIER.....	4
5.2. ORGANISATION DU CHANTIER	4
5.3. SECURITE CHANTIER	4
5.4. CHARGES DE L'ENTREPRISE	5
6. TEXTES ET REGLEMENTS EN VIGUEUR	5
7. MATERIAUX ET PROCEDES	6
8. ECHANTILLONS ET ESSAIS	6
9. PLANS ET DEVIS.....	7
9.1. DOCUMENTS A FOURNIR EN DEBUT DE CHANTIER	7
9.2. MODIFICATION EN COURS DE REALISATION DU CHANTIER.....	7
9.3. DOCUMENTS A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER PAR LES DIFFERENTS ENTREPRENEURS CONCERNES	7
10. COORDINATION DES OUVRAGES DES DIFFERENTS CORPS D'ETAT	8
11. DELAIS - PLANNING	9
12. NETTOYAGE	9

LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES

1. OBJET DU MARCHÉ

Les ouvrages seront exécutés conformément aux plans et au CCTP et comprennent toutes les sujétions nécessaires à un complet et parfait achèvement des travaux.

2. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les prescriptions du CCAP/CCAG seront complétées par les dispositions suivantes :

L'Entreprise ne pourra réclamer d'indemnité, ni de plus-value pour méconnaissance des inconvénients, difficultés ou sujétions de quelque nature qu'ils soient, reconnaissant par le dépôt de son offre.

- Avoir pris totalement connaissance des différents plans et documents indispensable à la réalisation du chantier,
- Avoir pris connaissance de toutes les contraintes imposées par le site
- Avoir effectué une visite approfondie des lieux, et constaté toutes les sujétions relatives à la nature des terrains aux accès et aux abords du chantier, énergie, lieu d'extraction des matériaux, éloignement des décharges publiques, etc...
- Avoir demandé tous renseignements complémentaires et pris toutes les mesures utiles au cas où les pièces du dossier lui sembleraient insuffisantes. L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.
- Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur de chaque lot a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, à leurs conditions d'exécution, à leurs liaisons et interconnexions avec les autres corps d'état, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ces ouvrages dans les règles de l'art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation, nature du sol, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qu'il pourrait occasionner sur ses ouvrages, les ouvrages des autres corps d'état ou les ouvrages mitoyens. Dégâts qui pourraient survenir de son fait, soit celui de son personnel.

La remise en état serait alors à sa charge et à ses frais et ceci sans délai d'exécution.

Pour pallier à ses inconvénients, il lui appartient donc de prendre toutes précautions utiles :

- Protections, bâchages, etc...
- Protection contre le vol,
- Clôture,
- Signalisations diverses,

qui sont contenues dans sa proposition.

L'Entreprise ne pourra, de son initiative, modifier quoi que ce soit au projet ; tout changement devra être signalé, l'accord et les ordres nécessaires demandés au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Le fait, par l'Entreprise, de ne pas s'assurer sur place, avant tout commencement d'exécution, de la possibilité de suivre les cotes et notifications des plans, ou de ne pas en référer au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre au cas où la vérification révélerait une difficulté, la laisserait responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient pour tous les corps d'état.

3. DIRECTION DU CHANTIER

Les conducteurs de travaux et chefs de chantier des entreprises assureront les missions nécessaires au bon déroulement du chantier.

Les rendez-vous de chantier auront lieu en présence du Maître d'œuvre, du coordonnateur de sécurité et des Responsables des entreprises.

4. PRESCRIPTIONS GENERALES

Les descriptifs constituant le dossier de consultation donnent des renseignements sur la nature, le nombre, les dimensions et l'emplacement des travaux à exécuter.

Les Entrepreneurs prendront connaissance de l'ensemble des descriptifs de ce projet et se rendront sur le site pour établir leur proposition.

Ces descriptions n'ont aucun caractère limitatif.

De ce fait, l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires à l'achèvement et à la bonne finition des ouvrages faisant l'objet de son MARCHE.

L'Entrepreneur, Maître des Techniques propres à son Corps d'Etat, doit aviser par écrit le Maître d'Œuvre, au plus tard à la remise d'Appel d'Offres, de toutes réserves et remarques quant aux prescriptions contenues dans le présent descriptif qui lui semblent incompatibles avec les Règles de l'Art.

En conséquence, l'Entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, prétendre à aucune augmentation en vigueur, la priorité est donnée aux règlements que l'Entrepreneur s'engage à observer même si elle correspond pour lui à une solution plus onéreuse que celle faisant l'objet de son MARCHE.

Toute réponse au présent marché vaut acceptation des supports.

Il est bien entendu que dans les prix de l'Entreprise, sont compris l'ensemble des études, fournitures de matériels et matériaux nécessaires, la fabrication, le transport à pied d'œuvre, les manutentions, la pose, la dépose, les échafaudages et protections de chantier, toutes les sujétions relatives à la pose des matériaux suivant les Règles de l'Art, ainsi que le repérage des réseaux existants et toutes les démarches correspondantes.

Les dépenses de chantier sont réputées incluses dans le prix de l'Entreprise.

5. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1. FRAIS DE GESTION DU CHANTIER

Chaque entrepreneur devant assurer à ses frais sa propre installation de chantier, soit individuellement, soit en association avec d'autres Entrepreneurs, comme de veiller en permanence au nettoyage de sa zone d'activité, à l'hygiène et la sécurité du chantier et à l'évacuation de ses gravois.

5.2. ORGANISATION DU CHANTIER

Chaque entreprise doit prendre toutes dispositions nécessaires afin de permettre au coordonnateur de Sécurité de remplir sa mission.

5.3. SECURITE CHANTIER

Chaque entreprise est responsable de la prévention des accidents pour ce qui concerne ses travaux et devra l'élaboration d'un plan particulier de sécurité fait en collaboration avec le coordonnateur de sécurité.

Chaque Entreprise est responsable de la prévention des accidents et doit prendre les mesures spécifiques

destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

- de l'exécution par d'autres Entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la santé du personnel
- des contraintes propres au chantier et à son environnement en particulier, en matière de circulation et d'activités dangereuses,
- des travaux et des processus de travail de l'Entreprise présentant des risques pour les autres intervenants sur le chantier
- de l'exécution de ses propres travaux.

Toutes ces dispositions seront mentionnées sur le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) que doit remettre l'Entreprise au moins 8 jours avant le démarrage de ses travaux.

5.4. CHARGES DE L'ENTREPRISE

A part la mise à disposition du bâtiment affecté aux travaux, tous les frais et diligences nécessaires à l'exécution des travaux incombent aux Entreprises, même s'ils ne sont pas explicitement énumérés dans le détail ci-dessous. Sont notamment à la charge de chaque Entreprise ou de la collectivité des Entreprises :

- les frais nécessités par l'exécution des travaux de la profession : implantation de construction, échafaudages et engins de toutes sortes, transports de matériaux, enlèvement de ses ouvrages, hébergement des ouvriers, etc...
- les frais d'établissement d'un bureau et des magasins pour entreposer ses matériaux dans la limite où ces installations ne nuisent pas à la marche de l'ensemble du chantier
- les frais d'hébergement de son personnel,
- les frais de nettoyage et l'enlèvement de ses propres gravois, emballages,
- les frais exigés par le contrôle des matériaux ou des ouvrages (pesage et métrage, analyses, expériences et essais de résistance),
- les frais d'imprimé et de tirages de plans pour les vérifications nécessaires à l'obtention des certificats de conformité d'installation
- la fourniture des dossiers complets tous corps d'état aux concepteurs et BET, pour la direction du chantier
- les frais exigés pour toutes études ou relevés, état des lieux, etc...
- les frais nécessaires pour remettre en état ou réparer les matériaux ou ouvrages que ses ouvriers ou préposés auraient pu détériorer,
- les frais des assurances de chantier
- les frais de l'organisation collective du chantier,
- les frais résultant des obligations mises à sa charge par le CCAP, le présent CCTP et le PGC.
- les frais de nettoyage et de gardiennage du chantier, afin que celui-ci soit maintenu en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.
- La fourniture des matériaux comprend les frais d'extraction si l'Entrepreneur les extrait lui-même, ainsi que toutes demandes à faire et droits à payer à cet effet.

6. TEXTES ET REGLEMENTS EN VIGUEUR

Tous les marchés sont soumis aux règles définissant les caractéristiques et conditions de mise en œuvre des matériaux et ensembles utilisés, et constituant les Normes D.T.U., instructions et règlements en vigueur au moment de l'exécution. Ces documents ne sont pas reproduits dans le présent descriptif car supposés connus de l'Entrepreneur, qui se doit de les respecter.

En particulier, il est imposé l'observation et le respect :

- a/ des prescriptions :
- des Documents Techniques Unifiés
 - des Normes Françaises de l'Association Française de Normalisation, regroupées dans le R.E.E.F. édité sous les auspices du Ministère de l'Équipement et du Logement
 - des Normes Européennes
 - des règlements des produits de construction (marquage européen)



- des classements UPEC des revêtements de sols
 - Eurocodes (BAEL / BPEL / CB71 / CM66 / NV 65 / PS92 ou PMSI sans objet)
 - Sécurité incendie : arrêté du 31/01/1986 modifié
 - Handicap : arrêté du 24/12/2015
 - Justification résistance au feu : arrêté du 22/03/2004
 - Justification réaction au feu : arrêté du 21/11/2002
- b/ des règles de calcul imposées par le Ministère de l'Équipement et du Logement :
- Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et construction en Béton Armé, dites Eurocode
 - Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions dites Règles N.V. 65 et N 84 modifiés 95.
 - Réglementation concernant la sécurité
 - Réglementation thermique 2012
 - Réglementation acoustique
 - Réglementation NTR 2000
 - Prescriptions techniques de mise en œuvre des fabricants.
- c/ des codes :
- de la construction et de l'habitation
 - de l'urbanisme

Si l'agrément n'est pas renouvelé, l'Entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre un autre procédé agréé, sans modification du prix de son marché.

7. MATERIAUX ET PROCÉDES

Tout matériau ou ouvrage présentant des défauts sera refusé. Les conséquences de ce refus (enlèvement, remplacement, raccords, retards...) seront à la charge de l'Entrepreneur.

Dans le cas où l'Entrepreneur se proposerait de substituer, éventuellement à ceux du projet de base, des appareils ou des matériaux, il est tenu de soumettre au Maître d'Œuvre leurs références, leurs marques, leurs caractéristiques, leurs agréments et de fournir un échantillon.

Si l'agrément n'est pas renouvelé, l'Entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre un autre procédé agréé, sans modification du prix de son marché.

Les produits de construction à usage intérieur (revêtements de murs et sols, peintures et vernis) auront une étiquette A de qualité de l'air intérieur.

8. ECHANTILLONS ET ESSAIS

Echantillons :

Les matériaux qui seraient inacceptables ou refusés par le maître d'œuvre sont marqués d'un signe très apparent et enlevés du chantier dans un délai de huit jours aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est tenu de fournir toutes justifications de provenance ou de qualité des matériaux et tous les échantillons qui lui sont demandés en vue d'essai.

Essais :

Les essais prescrits par les Normes C.C.S. et C.P.C. des D.T.U., ainsi que des essais spéciaux définis éventuellement dans les prescriptions techniques particulières et les descriptifs, peuvent être exigés.

Les Entreprises concernées devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, conformément aux dispositions figurant dans le Document Technique COPREC n°1, publié dans le supplément spécial n° 51 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 17 décembre 1982 et/ou, le cas



échéant, joint au dossier de consultation.

Les résultats seront transcrits sur des Procès-Verbaux établis suivant les modèles figurant dans le Document Technique COPREC n° 2 publié dans le supplément spécial n° 79-30 bis du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 23 Juillet 1979. Ces pièces seront communiquées au Maître d'Œuvre.

9. PLANS ET DEVIS

L'Entrepreneur dispose pour son étude, des plans de l'état existant.

Avant toute mise en œuvre, il devra s'assurer sur place de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses.

Il doit solliciter auprès du Maître d'Œuvre tous les renseignements complémentaires qu'il juge nécessaires à une parfaite compréhension du projet.

L'Entrepreneur doit joindre à son devis tous schémas de réseaux et détails d'exécution nécessaires à la compréhension de sa proposition.

L'Entrepreneur doit, pendant la phase préparatoire, soumettre au Maître d'Œuvre :

- les plans de réservations et trémies,
- les plans de détails et d'exécution,
- les documentations et références du matériel employé
- les notes de calculs si la nature de son corps d'état l'impose.
- les avis techniques des produits (sur demande exclusive)

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit tenir à jour les plans, les détails d'exécution et les notes de calculs, en fonction des changements intervenus.

L'Entrepreneur sera tenu de fournir en fin de travaux les plans et notes de calcul conformes à l'exécution et tenant compte des rectifications et modifications décidées et réalisées en cours de travaux en 5 exemplaires.

9.1. DOCUMENTS A FOURNIR EN DEBUT DE CHANTIER

Les Entrepreneurs des lots techniques remettront pour approbation et dans un délai de trois semaines à dater de passation du marché, les plans d'atelier, plans de montage, plans d'exécution, documents de calculs, plannings; notices et manuels d'entretien de tous les appareils, liste de pièces détachées, nomenclature des pièces de rechanges recommandées pour équipement, inclus dans sa fourniture afin d'assurer un service normal, et en général tous documents permettant de juger les ouvrages, leurs relatifs et limites avec les ouvrages d'autres corps d'état.

L'approbation par le Maître d'Œuvre des dits documents ne libérera pas l'Entrepreneur de sa responsabilité pour les erreurs de toute nature commises dans les plans ou planning, ni de sa responsabilité en cas de non-respect des plans, documents fournis par le Maître d'Œuvre à moins que l'Entrepreneur n'ait fait connaître par écrit au Maître d'Œuvre ce non-respect et obtenu son accord écrit sur ce point.

9.2. MODIFICATION EN COURS DE REALISATION DU CHANTIER

Toute modification dans la réalisation sera reportée sur les documents et entraînera une diffusion dans les six jours suivant la modification.

9.3. DOCUMENTS A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER PAR LES DIFFERENTS ENTREPRENEURS CONCERNES

En fin de chantier, les Entrepreneurs devront les dossiers de recollement (Dossiers d'Ouvrages Exécutés), plans et notices d'entretien en 5 exemplaires. Dont 1 exemplaire des éléments graphiques sur CD ROM format DXF.

A - Notice de conduite et d'entretien (en traduction française s'il y a lieu)



1. Notice de conduite

schéma général des fluides de l'installation, armoires électriques, tableaux, etc... sur ce schéma, tous les appareils sans exception doivent être symbolisés et repérés
nomenclature complète de tous les appareils figurant sur le schéma
bref résumé précisant le type et les caractéristiques de l'installation ; le principe de fonctionnement des différents réseaux, le mode de régulation.

Notice de conduite proprement dite, précisant :

les contrôles préalables à la mise en marche (alimentation en combustibles, alimentation électrique, position des vannes, etc...),
les directives de mise en marche précisant tous les détails pratiques nécessaires,
la procédure d'arrêt de l'installation,
les consignes d'urgence en cas d'incident ou d'accident.

2. Notice concernant les différents appareils installés

Ces notices fournies à l'installateur par le fabricant, doivent essentiellement indiquer :

les principales caractéristiques,
les instructions de marche et d'emploi,
le schéma de raccordement électrique si nécessaire,
la liste des pièces détachées,
la fréquence et la nature de l'entretien préconisé.

La fourniture de ces documents est considérée comme un ouvrage dû par l'Entrepreneur et toutes les clauses du marché lui sont applicables.

10. COORDINATION DES OUVRAGES DES DIFFERENTS CORPS D'ETAT

La coordination générale des travaux sera assurée par le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs veilleront à la propreté et à la bonne tenue générale du chantier. Il pourra être saisi par la Maîtrise d'ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre de prendre toutes les mesures utiles de remplacement en cas de défaillance des entrepreneurs au niveau du nettoyage et de la sécurité, les frais en découlant lui seront alors indemnisés sur attachements signés par le Maître d'œuvre.

Le but à atteindre est une exécution parfaite et rationnelle des ouvrages dans les délais prévus au calendrier des travaux et dans les Règles de l'Art et de la bonne construction.

Il est rappelé que chaque Entrepreneur de Corps d'Etat Secondaire a, à sa charge, tous les travaux nécessaires à l'exécution des ouvrages décrits dans le CCTP.

En conséquence, l'Entrepreneur est censé avoir pris connaissance, de façon approfondie, de l'ensemble du dossier d'Appel d'Offres.

Les Entrepreneurs doivent tous travaux de percements, scellements, calfeutrements, raccords et tranchées nécessaires à la bonne exécution de leur propre lot.

Si plusieurs Entrepreneurs sont appelés à concourir à un même ouvrage, chacun d'eux doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont en commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir en temps utile les indications nécessaires de ses propres travaux (tranchées, percements, scellements, raccords), s'assurer qu'elles sont suivies, et en cas de contestations, en référer au Maître d'Œuvre.

Chaque Entrepreneur réceptionnera les ouvrages exécutés par les autres Entrepreneurs ayant un rapport direct avec ses propres travaux (réservations, niveaux, état de surface...). Il présentera des réserves, s'il y a lieu.



La réalisation sans réserve des travaux vaudra l'acceptation. L'Entrepreneur du lot considéré demeurera seul responsable de malfaçons ultérieures.

Chaque entreprise procédera à un autocontrôle, jusqu'au OPR, et se pliera à la bonne marche des levées de réserve sous un délai convenu n'excédant pas un mois et ce jusqu'à réception.

11. DELAIS - PLANNING

Au début du chantier, ce planning sera mis au point entre le Maître d'Œuvre et les Entreprises. Après approbation du Maître d'Ouvrage, il deviendra contractuel et sera affiché dans le Bureau de chantier.

12. NETTOYAGE

Le chantier devra être tenu en état de propreté.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit remettre les ouvrages ou partie d'ouvrage dans un état de propreté et de finition parfaite aux Entrepreneurs lui succédant, en se conformant à l'échelonnement et aux délais fixés par le calendrier des travaux ou par les Ordres de Service.

Dans le cas contraire, le nettoyage peut, après mise en demeure par le Maître d'œuvre et à l'expiration d'un délai de 2 jours ouvrés, être fait aux frais de l'entrepreneur défaillant.